

LA FRANCE A BESOIN D'UNE VISION INDUSTRIELLE DE LONG TERME

Martine BERTHET

- ▶ Sénatrice LR de la Savoie
- ▶ Membre de la commission des Affaires économiques
- ▶ Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises



Alimentation, automobile, métaux rares, médicaments, infrastructures numériques, énergie... Voilà autant de filières qui ont été victimes de la puissante vague de désindustrialisation à avoir touché la France depuis le début des années 1980. Malgré les alertes régulières sur notre vulnérabilité, il aura malheureusement fallu une crise sanitaire et la guerre en Ukraine pour prendre conscience de l'ampleur de notre dépendance envers les économies hors Union européenne (UE).

A présent, l'industrie est confrontée à une pénurie de main d'œuvre dans tous les secteurs après que nous avons délaissé les filières professionnelles et techniques. Faute de pouvoir être transmises dans de bonnes conditions, les ETI, PME et TPE - entreprises souvent familiales - et leurs précieux savoir-faire sont rachetés par des groupes étrangers, avec le risque de voir leurs sites de production délocalisés. La récente mission du Sénat portant sur l'innovation s'interroge ainsi dans son rapport : « La France est-elle condamnée à se cantonner au rôle de fournisseur d'innovations technologiques de qualité et bon marché, transformées par des entreprises étrangères en innovations industrielles (...) ? ».

La relocalisation des activités industrielles devient urgente. Les mesures de France 2030 et des plans de résilience restent disparates et n'engagent qu'à moitié la France dans un processus de réindustrialisation. J'en veux pour exemple le manque d'agilité de l'État pour sauver ses industries, comme dans le cas de l'usine Ferropem à Château-Feuillet tout récemment. Je constate également son manque de réactivité

comme dans le projet européen de batterie électrique BAM4EVER de Tokaï Cobex Savoie et dans le projet de desserte en gaz de la Tarentaise, dont le pipeline pourrait, à terme, approvisionner en hydrogène ou en biogaz l'usine Tokaï Cobex et l'ensemble des industries de ce territoire.

Dans mon rapport sur le compte d'affection spéciale des participations de l'État en 2021, j'ai mis en exergue la façon dont les pouvoirs publics ont cédé à des opérations court-termistes, souvent plus financières qu'économiques, pour aider des sociétés fragilisées et mettre en œuvre des politiques hétérogènes, sans envisager une réelle souveraineté industrielle de long terme. D'ailleurs, le Parlement reste insuffisamment informé des choix de l'État actionnaire en la matière, quand il n'est pas purement et simplement contourné.

Ces dernières années, le Sénat a été force de proposition mais n'a pas été assez écouté. Aujourd'hui encore, la Commission des affaires économiques et la Délégation aux entreprises ont engagé différents travaux formulant des pistes intéressantes. La récente mission sur la souveraineté écono-



« Faute de pouvoir être transmises dans de bonnes conditions, les ETI, PME et TPE - entreprises souvent familiales - et leurs précieux savoir-faire sont rachetés par des groupes étrangers, avec le risque de voir leurs sites de production délocalisés »

mique de la France a ainsi fixé une feuille de route concrète et opérationnelle à travers 50 propositions visant par exemple à développer les compétences et les métiers de demain, renforcer le contrôle de l'investissement étranger, mieux étudier le potentiel de notre sous-sol en matière de métaux critiques pour la transition écologique ou consolider la filière nucléaire et son financement pour garantir l'approvisionnement énergétique de notre économie.

Dans son discours de politique générale, Elisabeth Borne reconnaissait volontiers que le Sénat avait « vu juste » sur ces différents sujets. Il s'agit à présent de passer aux actes et d'investir durablement pour notre industrie. ●